

**Olivier ZAJEC**

# **Les secrets de la géopolitique**



Olivier Zajec

**Les secrets  
de la géopolitique**

**TEMPORA, Perpignan**

# ***DES CLÉS POUR COMPRENDRE***

Collection dirigée par Olivier Zajec

Dans la même collection :

*La stratégie de l'Iran - entre puissance et mémoire,*  
Mathieu Anquez, octobre 2008

Avec le soutien du



[www.centrenationaldulivre.fr](http://www.centrenationaldulivre.fr)

© Octobre 2008, ISBN 978 2916 053363 France

Tous droits de traduction, d'adaptation  
et de reproduction réservés pour tous pays.

© **Groupe Artège**

Éditions Artège

10, rue Mercoeur - 75 011 Paris

9, espace Méditerranée - 66 000 Perpignan

**[www.editionsartege.fr](http://www.editionsartege.fr)**

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Autant que les théoriciens allemands Ratzel et Haushofer, Halford MacKinder, géographe britannique né en 1861, peut être considéré comme le fondateur de la science géopolitique, en raison de l'importance conceptuelle de ses travaux opposant les puissances continentales aux puissances maritimes. Comme les travaux de Haushofer et Ratzel reflétaient les préoccupations d'une Allemagne dynamique, encerclée et continentale, les théories de MacKinder se fondent sur les données spécifiques à une puissance britannique insulaire et thalassocratique (qui recherche la domination des mers). Impliqué politiquement (il sera député de Glasgow de 1912 à 1922), directeur de la *London school of economics and political sciences*, président du Comité impérial économique, MacKinder a eu une grande influence en Angleterre.

Le concept principal à retenir de l'œuvre de MacKinder est le *pivot géographique*.

- Dans « *l'Océan-monde* » qu'est le globe terrestre (constitué à 9/12èmes d'eau), existe un pivot fixe, une masse continentale écrasante autour de laquelle s'articulent toutes les stratégies de puissance des États dominants. Ce pivot central pour Mackinder est « *l'Île mondiale* » c'est-à-dire l'Eurasie, qui possède elle-même un cœur stratégique, le *Heartland*. Celui-ci se confond à peu près avec la Russie, dont l'immensité et les ressources, conjuguées à l'amélioration des moyens de communication terrestres (Transsibérien), lui donnent un potentiel de puissance immense ;

- Protégé autant qu'enclavé par des obstacles géographiques naturels (océan arctique, hautes montagnes), ce *Heartland* ou cœur du système-monde est bordé par les *Coastlands* (terres côtières) qui le ceinturent. Ces *Coastlands* sont l'Europe occidentale, le Moyen-Orient, l'Asie du sud et l'Extrême-

Orient : elles forment le croissant intérieur ou marginal selon MacKinder.

- Autour de ce pivot et de ses ceintures se trouve enfin le croissant insulaire (*insular crescent*) formé tout d'abord de deux États maritimes proches, la Grande-Bretagne et le Japon, tandis qu'en profondeur les États-Unis, troisième pôle maritime mondial, complètent le dispositif extérieur encerclant le *Heartland*.

Pour MacKinder, tous les conflits peuvent s'expliquer par les frictions entre ce pivot et ses bordures. Et tout peut être déséquilibré si un jour l'Allemagne et la Russie, jusque-là enclavées, devaient s'unir, ce qui créerait l'unité de « l'Île-Monde » et assurerait l'hégémonie des puissances continentales. Appuyées sur des ressources infinies et des moyens de communication modernes relativisant les obstacles naturels, celles-ci ne tarderaient pas à profiter de leur puissance industrielle et commerciale pour construire une marine qui leur assurerait bientôt la domination du monde. Pour MacKinder, héritier en cela des angoisses historiques anglaises redoutant toute émergence d'un pouvoir hégémonique continental européen, « *Qui tient l'Europe orientale tient le heartland, qui tient le heartland domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde* ». On peut bien entendu rapprocher cette formule de celle, inversée, du célèbre navigateur anglais du XVI<sup>e</sup> siècle Sir Walter Raleigh : « *Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même* ». Dans l'Europe des années vingt, au moment où la puissance maritime de la Grande-Bretagne s'essouffle, MacKinder met en garde contre le rapprochement entre Moscou et Berlin. Il va

logiquement appuyer la politique de « cordon sanitaire » en Europe orientale, issue de la décomposition étatique de l'Autriche-Hongrie et de l'isolement de la Russie soviétique, et prôner l'alliance avec la France (tête de pont sur le continent) et les États-Unis (soutien maritime en profondeur).

Si sa théorie a le mérite de mêler déterminismes géographiques et réalités humaines (puissance industrielle, moyens de communication), et de formaliser l'affrontement entre puissances terrestre et thalassocraties, MacKinder a cependant été critiqué. Son *Heartland* ne semble avoir d'autre horizon de réalisation que théorique. Comment l'Allemagne et la Russie, Germains et Slaves pourraient-ils s'unir durablement ? Malgré cela, on retrouve les fondements de ses théories de l'encerclement insulaire chez nombre de stratèges et de géopoliticiens américains actuels, et la politique américaine, durant la Guerre froide, peut être vue comme une tentative effective de contrôle des *coastlands* visant à contenir la puissance continentale soviétique.

## **Spykman**

La géopolitique semble réservée aux curieux. Comme l'Allemand Friedrich Ratzel, le géopoliticien américain Nicholas Spykman a débuté sa carrière dans le journalisme, et a beaucoup voyagé à l'étranger avant de se consacrer aux sciences politiques et à l'étude des relations internationales. Né en 1893, Spykman confère une grande importance à la géographie, qui crée pour lui une « prédisposition » culturelle des États. Il s'inscrit par ailleurs dans la lignée des théories de MacKinder, dont il partage le tropisme insulaire anglo-saxon cherchant à perpétuer la domination des puissances maritimes. Il va cependant largement modifier les conclusions de l'Anglais en

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



peuples, qui se fixent, se fragmentent, d'étendent territorialement : l'histoire et l'ethnologie nous renseignent sur leur identité et sur le processus de constitution des États qui les représentent ;

3. Les données géographiques et identitaires des peuples débouchent naturellement sur une perception spécifique de leur environnement, sur des intérêts dits « nationaux » ou « vitaux », intérêts incarnés par une politique nationale ;

4. La stratégie nous décrit les modes d'action et les manœuvres qui permettent aux États de défendre leurs intérêts et de concrétiser leurs objectifs politiques, sous les espèces de l'action militaire, diplomatique ou économique.

La géopolitique, quant à elle, s'insère méthodologiquement entre la description des acteurs et la prévision de leurs stratégies. Compte tenu de la géographie, de l'identité, de l'histoire, de l'ethnologie, elle met en équation les facteurs permettant de décrypter les stratagèmes étatiques à visées territoriales. Géo-historique dans ses fondements, elle est politique dans ses fins. Étudiant la dynamique des inerties, elle sollicite les autres savoirs et correspond donc davantage à une méthode qu'à une science, bien qu'elle repose aussi sur des outils d'analyse propres.

*illustration : Domaine de la méthode d'analyse géopolitique*

## II. Les acteurs : formes politiques dans l'Histoire

**É**tats, empires et nations : dans l'arène internationale, ils représentent légalement (sinon légitimement) la volonté des peuples. Ce sont leurs stratégies et leurs objectifs que la géopolitique entend décrypter.

### 2.1 L'État et la Nation

L'État est une structure gouvernementale reconnue par une population dont il est l'émanation et le représentant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de frontières internationalement définies et reconnues. Unitaire, il peut être centralisé (France) ou fédéral (États-Unis, Suisse). Il est souverain en tant qu'il ne connaît aucun supérieur hiérarchique (principe de suprématie du pouvoir ou *summa potestas* exprimé par les traités de Westphalie de 1648). Les frontières de l'État le séparent des autres États ou d'un espace international (haute mer). Abstraction juridique, l'État donne néanmoins forme à une communauté humaine. Il exerce ses droits souverains sur trois dimensions :

- l'espace terrestre (sol et sous-sol)
- le domaine maritime
- l'espace aérien

Un État reconnu possède, entre autres, le monopole de la violence légitime dans l'ordre international. Il peut conclure des traités, établir des relations diplomatiques avec d'autres États, ou être mis en cause selon le droit international<sup>9</sup>.

Historiquement, l'État est :

- soit l'aboutissement d'un processus rassemblant des peuples de même origine et de même culture,

- soit la création par un pouvoir politique d'une unité amalgamant des peuples de cultures diverses mais qui partagent une conscience commune.

L'État procède donc d'une unité humaine réelle ou déclarée : la Nation, (du latin *natio*, qui signifie *naissance*). Classiquement, la science politique oppose deux conceptions de la nation, l'une « française » et l'autre « allemande ». La thèse allemande (Herder, Fichte) voit la nation comme une communauté de race, de langue et de culture dont l'homogénéité appelle l'unité étatique. La thèse française (Renan, Fustel de Coulange) fonde la nation sur un « vouloir-vivre ensemble » contractuel, un « plébiscite de tous les jours », qui prend racine dans une histoire partagée depuis longtemps et un certain nombre de traits identitaires communs, transcendés cependant par la notion de *citoyenneté*. Dans la conception française, l'État est le processus contractuel qui crée la nation, société d'individus libres ; pour les théoriciens allemands, le processus est ethnique, naturel : c'est la nation qui crée l'État.

Ces deux conceptions, qui ne font que refléter l'histoire de la formation des États français et allemand, ont cependant le mérite de faire apparaître toute l'ambivalence de la notion de Nation, à la fois contrat social et communauté organique. Elles sont également importantes pour comprendre les ressorts des discours géopolitiques justificateurs et des stratégies étatiques : on en retrouve par exemple les échos dans les conceptions géopolitiques opposées de Karl Haushofer et de Jacques Ancel à la veille de la seconde guerre mondiale (voir première partie).

Compte tenu de ce qui précède, les États-Nation peuvent donc être issus :

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

invasions et les menaces.

Le cas de l'Iran est intéressant à cet égard. La tradition mythique, poétique et historique de ce très vieux pays le situe « *au cœur du monde* » et, de fait, il est à la croisée de trois grandes aires culturelles : le monde arabe, le monde turc et le monde indien, qui l'ont influencé et qu'il a influencés. Cette dimension de « carrefour » est pourtant occultée chez les Iraniens par une mentalité de citadelle assiégée. Ce complexe obsidional de l'Iran repose sur deux éléments principaux :

- il s'agit d'un État chiite dans une région majoritairement sunnite ; la « solidarité musulmane » est un leurre. Compétition et méfiance sont permanentes entre États islamiques ;

- il s'agit d'un État considéré par les Américains comme hostile et dangereux (« axe du mal » ou « poste avancé de la tyrannie » selon leur rhétorique), tandis que ses voisins font, à un degré ou un autre, partie du système d'alliance de Washington : « *Lorsque les Iraniens considèrent aujourd'hui le déploiement des forces américaines dans la région (présence navale dans le Golfe, forces terrestres en Irak et en Afghanistan, bases aériennes en Asie centrale...), cela ne peut signifier pour eux qu'une seule chose : la préparation d'une intervention militaire contre l'Iran* »<sup>13</sup>.

En résumé, la situation géopolitique d'enclavement, qui peut être réelle ou perçue comme telle, est difficilement supportable pour les États qui y sont confrontés. Elle les pousse à agir sur leur environnement régional, par la contrainte ou le dialogue, afin de réduire leur enclavement.

### **Frontières « naturelles » ?**

Entre déterminisme de l'école allemande et possibilisme de

l'école française, la frontière apparaît comme un enjeu. Cette ligne continue qui sépare deux États est-elle fonction unique et « fatale » des données géographiques (montagnes, fleuves, mers, déserts...) ? Ou bien la frontière est-elle malléable, un matériau entre les mains des hommes et la volonté des États, qui se jouent des obstacles naturels ou les ignorent ? Cette question est à l'origine même de l'essor de la science géopolitique. L'histoire et la géographie montrent, à travers le prisme géopolitique, la diversité des réponses à apporter à ce problème.

## **Grands espaces :**

### *Steppes et déserts*

Le désert est un espace étendu, sec et hostile, relativement vide d'hommes. Espace de passage (difficile) et non de fixation, il sépare souvent deux civilisations. Le Maghreb musulman et l'Afrique noire sont séparés par le Sahara, le désert de Gobi sépare la civilisation chinoise de celle de l'Asie centrale musulmane.

Élément géopolitique de séparation par le vide, le désert n'offre cependant pas d'obstacle évident permettant de fixer une frontière. Le Sahara a ainsi connu une poussée historique continue des états musulmans du nord, en direction des mines d'or et des territoires fournisseurs d'esclaves de l'Afrique noire. Le désert, sans fin ni barrières, appelle en effet l'unité : les populations nomades qui le parcourent se jouent des bornes et des tracés frontaliers qui ne recourent pas leurs solidarités commerçantes et ethniques. La frontière, dans les étendues désertiques, est mouvante, comme les dunes de sable balayées par les vents qui les déplacent. Les États combattent cette tendance : les nomades sont instrumentalisés ou persécutés pour

justifier les tracés frontaliers ; ainsi en est-il des Touaregs, à cheval sur quatre états sahéliens. Les deux fondateurs modernes des États turc et iranien, respectivement Kemal Atatürk et Reza Pahlavi, ont combattu les mouvements nomades internes à leur territoire, cherchant à les fixer.

Le Sahara actuel connaît de nombreux conflits opposant les états africains sur la fixation exacte de leurs frontières (Maroc et Algérie, Maroc et Sahara occidental, Libye et Tchad, Tchad et Soudan) ; Dans la péninsule arabique, le Yémen et l'Arabie saoudite se disputent une large portion de territoire désolé du Rub-al-Khali.

La steppe, ouverte et plate, n'est pas un obstacle comme le désert, mais un « océan terrestre », ouvert à la navigation libre des peuples nomades, cavaliers et guerriers. Ainsi, pendant plus de quinze siècles, « *l'Asie centrale peuplée de nomades était le foyer perturbateur des civilisations sédentaires de la masse eurasiatique* »<sup>14</sup>. Au III<sup>e</sup> siècle avant J.-C., la Chine, civilisation sédentaire par excellence, se protège ainsi de « l'océan des steppes » et de ses nomades cavaliers en construisant une digue de pierre : la Grande Muraille.

Comme l'océan, la steppe appelle géopolitiquement l'Empire, celui des Mongols de Gengis Khan à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, ou celui de Tamerlan au XIV<sup>e</sup>, et ce afin de combler une zone de « dépression géopolitique » génératrice de tempêtes récurrentes. Le vide steppique doit toujours être rempli, sous peine d'exposer les civilisations sédentaires périphériques aux raids impromptus des puissances nomades. La steppe centre-asiatique, une fois levée l'hypothèque mongole en 1480, s'ouvre ainsi à l'influence sédentaire russe et voit les tzars, d'Ivan le Terrible à Nicolas II, poursuivre sans discontinuer leur conquête démographique et territoriale d'ouest en est, de Moscou au

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



pharaon Sésostri III fait creuser un canal reliant le Nil à la Mer rouge ; il sera détruit par les conquérants arabes. La modernité a permis deux réalisations particulièrement stratégiques : le creusement de Suez en 1869 (France) et de Panama en 1914 (France puis États-Unis). Cela a eu pour conséquence le renforcement de l'attrait géopolitique de ces deux endroits, devenus des isthmes-canaux. Panama est aujourd'hui un Etat-canal sous stricte influence américaine, reliant deux « lacs américains » essentiels à la prospérité de Washington : le Pacifique et les Caraïbes. Suez, chasse gardée franco-britannique à l'origine (bien que les Anglais, craignant l'influence française, aient tout fait pour empêcher le creusement du canal par Ferdinand de Lesseps), est passé sous le contrôle de l'Égypte indépendante après 1956, les Russes et les Américains s'entendant pour évincer les deux puissances européennes afin de mieux contrôler le canal.

Canaux et détroits sont d'autant plus importants géopolitiquement que les échanges mondiaux sont aujourd'hui extrêmement maritimisés. À titre d'exemple, 90 % des échanges commerciaux chinois sont aujourd'hui dépendants de la mer. Porte-containers géants et pétroliers transitent par les goulets d'étranglement que sont Malacca, Lombok, Suez, Panama, Gibraltar, Ormuz ou le détroit du Mozambique. Le géopoliticien français Jacques Ancel (voir premier chapitre) parlait de « dromocratie » (de *dromos*, vitesse en grec) concernant les pays structurés autour de routes commerciales ou militaires. Ancel appliquait ce terme à la Serbie ancienne. On peut en dire autant, aujourd'hui, de Singapour ou de Panama, qui ne doivent leur importance qu'à leur positionnement géopolitique à un carrefour de routes mondiales.

Tableau du système des routes maritimes mondiales et des nœuds géopolitiques associés			
Routes	Verrous d'entrée	Relais insulaires de contrôle	Puissances maritimes « globales » riveraines
Routes de l'Océan Indien	À l'Ouest? Cap de Bonne-Espérance, Canal du Mozambique, Canal de Suez, Détroit d'Omuz, Détroit de Bab-el-Mandeb À l'Est? Détroit de Malacca, détroit de la Sonde	Comores, Socotra, Zanzibar, Laquedives, Chagos, Diego Garcia, Maldives, Ceylan, Andaman, Nicobar, Madagascar, Réunion, Maurice	Inde
Route de l'Atlantique nord	Au nord? la Manche, le Skagerrak, détroit du Danemark, Gibraltar	Açores, Islande, Féroé, Groenland, Terre-neuve	Royaume-Uni, France, États-Unis
Route de l'Atlantique sud	Au nord? Gibraltar, la Manche Au sud? Cap de Bonne-Espérance, Détroit de Magellan	Açores, Ascension, Sainte-Hélène, Tristan da Cunha, Géorgie du sud, Malouines	Royaume-Uni, (Brésil)
Routes du Pacifique	À l'ouest? Détroits de Malacca, de Lombok, de Macassar, de Torrès, passage de Bashi À l'est? détroit de Magellan, canal de Panama	Entre autres? Guam, îles Marshall, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Hawaï, Taïwan	États-Unis, Japon, Chine, France, Royaume-Uni, Russie
Route méditerranéenne	Gibraltar, Suez, Bosphore	Malte, Chypre, Crète, Sicile	France, Italie, Royaume-Uni
Routes polaires du nord	Détroit de Béring, détroit de Melville, détroit de Davis, Détroit de Danemark,	Mers prises par les glaces? deux possibilités de navigation? les passages du nord-est et du nord-ouest	États-Unis, Russie, (Canada)

*illustration : Principaux verrous géopolitiques : les grands détroits commandant les routes maritimes mondiales*

## **Les systèmes-mondes maritimes**

Dans le système maritime et océanique, on remarque des domaines marins – lacs intérieurs, mers fermées – particulièrement denses du point de vue géopolitique. Ces espaces « saturés », constellés d'archipels et d'îles, concentrent les jeux de puissances et d'influence des États riverains et des puissances maritimes mondiales. La Mer des Caraïbes est un lac américain, qui commande l'approche des côtes sud des États-

Unis, mais également celle du canal de Panama. La Méditerranée, cœur du monde antique, est depuis l'irruption de l'Islam et la chute de l'empire byzantin une zone de contact et de friction entre les mondes européen, turc et arabe. Le Golfe persique voit ses deux rives reproduire la rivalité géo-historique entre Perses et Arabes, cette dichotomie se compliquant dans le Golfe du jeu pétrolier mondialisé. En Caspienne, autrefois lac russe, les enjeux pétroliers opposent Iran, Kazakhstan, Russie et Azerbaïdjan. Quant à la Mer de Chine méridionale, s'y entrelacent d'innombrables îles et archipels, au croisement des routes d'approvisionnement en hydrocarbures de toute l'Asie, et des cultures chinoise, malaise et vietnamienne. Elle fait l'objet d'une stratégie chinoise aujourd'hui en pleine expansion : La Chine dispute ainsi à Taïwan, au Vietnam, aux Philippines, à la Malaisie, à Brunei et à l'Indonésie les îles Spratly (Nansha en chinois) et l'archipel des Pratas (Dongsha pour les Chinois). Elle s'écharpe avec le Vietnam et Taïwan pour l'archipel des Paracels (Xisha).

Par ailleurs, en dehors de ces revendications insulaires, la Chine conteste un certain nombre de frontières purement maritimes au Japon et au Vietnam. Les quotas de pêche opposent également le nouveau géant asiatique à la Corée du sud, au Japon, au Vietnam et aux Philippines. L'action de Pékin dans cette mer a toujours été extrêmement réactive. Dès les années 50, la marine chinoise reprend par la force presque tous les îlots du littoral contrôlés par les nationalistes de Tchang-Kaï-chek. En 1974, à la faveur de la défaite du sud-Vietnam, elle s'empare des Paracels sans que Hanoï ne réagisse. En 1988, Pékin enlève par la force le récif *Fiery Cross* occupé par les Vietnamiens près de l'archipel des Spratly, coulant trois bâtiments et tuant plus de 70 soldats vietnamiens. Pour l'Etat-

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

chez les musulmans des Indes britanniques (en faisant répandre le bruit que l'empereur Guillaume II s'était secrètement converti à l'islam). Cette politique culturelle était aussi à destination du grand allié musulman de l'Allemagne à l'époque : l'empire ottoman. Le général allemand Rommel reprendra cette stratégie en Afrique du nord pendant la deuxième guerre mondiale ;

- Pendant la guerre froide, l'Amérique s'appuie sur le fondamentalisme musulman pour contrer les Russes en Afghanistan, en fournissant armes, fonds et munitions aux militants du djihad. Les Russes n'ont pas oublié la phrase du président américain Carter aux moudjahidines afghans et pakistanais : « *Nous vous aiderons dans cette guerre sainte contre le peuple mécréant de Russie* » ; Renversant totalement sa perspective idéologique quelques années plus tard à la suite des attentats du 11 septembre, l'administration américaine s'est appuyée électoralement sur une base chrétienne fondamentaliste pour cautionner une intervention contre les talibans afghans (et contre le régime laïc irakien).

- L'Iran s'appuie aujourd'hui sur les chiites irakiens, avec plus ou moins de succès, pour influencer la politique du nouvel état d'Irak et faire pression sur les Américains engagés militairement dans le pays ;

## **Géopolitique du christianisme**

Le christianisme, (catholicisme prédominant avec 1 milliard de fidèles, protestantisme sous ses diverses formes, orthodoxie) qui représente aujourd'hui environ 33 % de la population mondiale et plus de deux milliards d'individus, est globalement en croissance. En 2050, il pourrait ainsi représenter 75 % des croyants de la planète. Mais il est aussi affecté par la mondialisation et par la mutation du sentiment religieux. Son

bastion européen est confronté à la sécularisation des sociétés (il ne compte plus que pour 25 % des chrétiens du monde), tandis que la part des effectifs de l’Afrique et de l’Amérique du sud grandit spectaculairement. Dans de nombreux pays, le christianisme catholique, protestant ou orthodoxe entre très fortement dans la définition de l’identité nationale : Irlande et Pologne catholiques, États-Unis protestants, Grèce orthodoxe, Éthiopie copte.

Le protestantisme, issu de la Réforme du XVIe siècle qui a divisé la catholicité, domine en Europe du Nord, en Amérique du Nord, en Océanie et en Afrique australe, et progresse en Asie (70 millions de protestants en Chine) ; le catholicisme romain est majoritaire en Amérique du sud, en Europe du sud, et dans une partie de l’Afrique ; le christianisme orthodoxe se retrouve en Russie, en Europe balkanique et en Éthiopie (copte). Des mutations sont cependant à l’œuvre : comme on le remarque dans le tableau ci-dessous, le Brésil est aujourd’hui le quatrième pays protestant du monde, traduisant le progrès fulgurant des évangélistes (500 millions dans le monde) qui concurrencent très directement le catholicisme dans certains de ses bastions. En conséquence, l’Amérique du sud est, avec l’Asie, la principale préoccupation géopolitique du Vatican.

<b>Religion</b>	<b>Principaux pays et nombre de croyants</b>
Catholiques (1 milliard 100 millions)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Brésil (134 millions)</li> <li>2. Mexique (93 millions)</li> <li>3. États-Unis (71 millions)</li> <li>4. Philippines (65 millions)</li> <li>5. France (51 millions)</li> <li>6. Italie (49 millions)</li> </ol>
Protestants	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. États-Unis (158 millions)</li> </ol>

(342 millions)	<ol style="list-style-type: none"> <li>2. Royaume-Uni (35 millions)</li> <li>3. Allemagne (28 millions)</li> <li>4. Brésil (27 millions)</li> <li>5. Afrique du sud (17 millions)</li> <li>6. Kenya (15 millions)</li> </ol>
Orthodoxes (215 millions)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Russie (80 millions)</li> <li>2. Éthiopie (30 millions)</li> <li>3. Ukraine (22 millions)</li> <li>4. Roumanie (19 millions)</li> <li>5. Grèce (11 millions)</li> <li>6. Biélorussie (7 millions)</li> </ol>

*Source : CIA factbook 2005*

Le Vatican, centre de la catholicité depuis plus de 1500 ans, entretient des relations diplomatiques souveraines avec 172 États et représente une force spirituelle mondiale. Contrastant avec un monde protestant très fragmenté, l'Église, monarchie hiérarchisée, conserve seule le dogme et défend les valeurs du catholicisme à travers le monde, tout en étant confrontée à un certain nombre de problématiques politiques : réconciliation européenne après la seconde guerre mondiale ; lutte contre le communisme en Europe de l'est pendant la guerre froide ; protection des chrétiens d'Orient (et donc inquiétude face à la montée de l'islamisme politique et à la disparition des régimes arabes laïcs) ; sécularisation et indifférentisme en Europe de l'ouest ; conversions en Afrique et en Asie, futures zones de croissance des effectifs catholiques ; concurrence de l'évangélisme protestant en Amérique du sud. Ces objectifs nécessitent une stratégie étatique particulière, et une vision à long terme des dynamiques humaines : État et force spirituelle, le Vatican est un acteur géopolitique *par excellence*.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Le Sri Lanka – l'île de Ceylan, au large de l'Inde- est peuplé de 19 millions de personnes, et connaît une opposition entre deux groupes de population d'origine, de religion et de langues différentes :

- les Cinghalais bouddhistes d'origine indo-européenne, venus du nord de l'Inde en 600 avant JC, représentent près de 70 % de la population de l'île et se concentrent au sud et à l'ouest ;

- Les Tamouls, comptant pour 25 % de la population, sont de religion hindouiste, parlent le tamoul, une langue dravidienne, et sont localisés au nord et à l'est de l'île. Installés à partir du premier siècle dans l'île, les Tamouls de Ceylan conservent des liens forts avec les Tamouls restés sur le continent, dans l'état indien du Tamil Nadu, qui fait face à l'île.

- D'importantes minorités religieuses (chrétienne et musulmane) existent également.

Après avoir été conquis par les Portugais, les Hollandais et les Britanniques, le Sri Lanka indépendant est aujourd'hui dominé par les Cinghalais, auxquels s'oppose la guérilla sécessionniste tamoule. Cette situation prend racine dans l'histoire : les colonisateurs européens avaient systématiquement joué sur l'opposition ethnique des deux communautés. Cette évolution s'aggrava encore lorsque les Anglais déposèrent le clergé bouddhiste de sa fonction éducative, et mirent en place des écoles pour les deux communautés. Les Tamouls, s'intégrant plus facilement à ce système, furent favorisés par le colonisateur. De plus, les Anglais firent venir pour des raisons économiques des Tamouls d'Inde continentale pour travailler dans les plantations de thé et d'hévéas, ce qui contribuait à changer l'équilibre ethnique de l'île. Après l'indépendance, le rapport de force numérique étant encore en faveur des Cinghalais, ceux-ci ne cessèrent de renforcer leur pouvoir, encouragés par le clergé

bouddhiste, fort de sa position de religion dont la place prééminente est constitutionnellement reconnue. Les Tamouls dominés, subissant certaines vexations politiques et culturelles, se lancèrent dans l'action terroriste (mouvement LTTE des « Tigres tamouls »), et revendiquent aujourd'hui la création d'un État tamoul indépendant dans le nord de l'île. Ils sont soutenus par les Tamouls du Tamil Nadu indien, qui leur fournissent aide financière et matérielle.

Dans le cas du Sri-Lanka, l'État-nation unitaire échoue à représenter une solution viable pour deux communautés séparées religieusement, ethniquement et géographiquement. La vision géopolitique des Tamouls hindouistes les attire vers l'Inde, tandis que celle des Cinghalais majoritaires prend appui sur un bouddhisme extrêmement identitaire qui ne peut se résoudre à voir une partie du territoire lui échapper.

Une des conséquences géopolitiques majeures de cet antagonisme est l'installation très récente d'une base navale chinoise au sud de l'île (port de Hambantota) : les Cinghalais envoient ainsi un avertissement à l'Inde soupçonnée de sympathies pour la cause tamoule.

## **Religion et projet national**

### *Le Pakistan*

Le Pakistan, « pays des purs », est né en 1947 d'une partition de l'Empire britannique des Indes accédant à l'indépendance. Cette partition ne s'est pas faite sur des bases ethniques, mais religieuses (hindouistes d'un côté, musulmans de l'autre), et a donné lieu à des transferts massifs de populations de part et d'autre de la frontière nouvellement dessinée. Ces transferts, concernant plusieurs millions de

personnes, ont occasionné des massacres et des affrontements sanglants, qui pèsent toujours sur la mémoire partagée et sur la politique de New Dehli et d'Islamabad.

La partition a débouché dans un premier temps sur un état indien central et homogène territorialement, encadré par un Pakistan occidental et un Pakistan oriental séparés par des centaines de kilomètres (Pakistan actuel et Bengladesh). Le Pakistan oriental a fini par s'opposer au Pakistan occidental malgré une foi musulmane partagée. L'indépendance a suivi en 1971, l'Inde aidant victorieusement le nouvel État du Bengladesh à faire sécession d'avec le Pakistan. Ce traumatisme, sorte de « mai 1940 » pakistanais, a ajouté à l'hostilité séminale qui sépare les deux frères ennemis de l'Asie du sud.

La religion joue au Pakistan le rôle de ciment national, sans lequel le pays éclaterait sans doute entre ses différentes ethnies : Pendjabis (58 %), Sindhis (12 %), Pachtounes (Pathan, 8 %) Baloutches, et Mohajirs (descendants des musulmans indiens venus au Pakistan lors de la partition en 1947).

Le deuxième « ciment » de la nation est l'hostilité historique envers l'Inde, plus riche, plus étendue, plus peuplée, plus puissante militairement et technologiquement que le Pakistan. Ce dernier, qui a perdu les trois dernières guerres qui l'ont opposé à l'Inde, est en particulier obsédé par son manque de profondeur stratégique, qui le condamne, en cas d'affrontement conventionnel avec l'Inde, à utiliser en premier ses armes nucléaires. Le Pakistan recherche donc toujours une profondeur stratégique de rechange, le plus souvent du côté de l'Afghanistan voisin, État artificiel (zone-tampon entre Britanniques et Russes au XIXe siècle) et perméable aux influences étrangères. Cette politique d'ingérence du Pakistan

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

*économique*). Mais à quoi sert cette puissance acquise par l'économie ? À accroître le sentiment de sécurité, la stabilité des frontières, la protection de la population et du territoire des États ; ainsi, la richesse que les États escomptent de leur positionnement stratégique-économique, de cette capacité à échanger et produire, nourrit la puissance *politique*. Vladimir Poutine, ancien président et actuel premier ministre russe, déclarait significativement en 2007 : « *le PIB commun de la Chine et de l'Inde en parité de pouvoir d'achat dépasse déjà celui des États-Unis. Le PIB des États du groupe BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) évalué selon le même principe dépasse le PIB de l'Union européenne tout entière (...) le potentiel économique de ces nouveaux centres de la croissance mondiale sera inévitablement converti en influence politique* »<sup>22</sup>.

Territoires, populations, richesses : même si la mondialisation fluidifie et complique les appartenances et les réseaux, on en revient systématiquement pour les États à la notion de *contrôle*. Les matières premières par exemple, (pétrole, minerais), de plus en plus prégnantes dans une économie mondialisée avide de consommer, sont liées indissolublement au territoire et à son contrôle étatique. La géopolitique, chassée par la porte, revient donc par la fenêtre. Si « *La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens* » (Clauzewitz), il faut noter que la politique se prolonge aussi par la diplomatie, la compétition scientifique et technologique *et l'économie*. La politique domine quoi qu'il en soit cette pyramide stratégique et, en conséquence, la géo-économie – fondée sur un rapport tout à fait pertinent entre territoires et enjeux économiques - peut apparaître légitimement comme une sous-section de la géopolitique<sup>23</sup>.

Ajoutons que la mondialisation ne fait pas disparaître les

inégalités entre pays développés, émergents et en développement. Par ses règles – ou son absence de règles, par sa financiarisation sans visage, elle nourrit aussi des tensions, des ressentiments, des frustrations qui s'expriment le plus souvent sous la forme de revendications et de postures identitaires. De l'identité au territoire, il n'y a qu'un pas : l'économie n'efface pas les permanences étudiées dans la première partie de ce livre, et l'on peut même se demander si, contrairement à ce que postulait Adam Smith et sa théorie de la « main invisible », elle ne tend pas à les renforcer.

Car cette inégalité économique, fondée sur le dynamisme commercial de certaines régions ou les ressources naturelles dont jouissent certaines autres, (ce qui les sépare de zones moins favorisées ou moins dynamiques), entraîne même, comme la religion ou les ethnies (étudiées précédemment), des tentatives autonomistes voire séparatistes : en Bolivie, la région de Santa Cruz, moteur économique, cherche à se séparer du reste du pays ; en Italie, l'autonomisme lombard repose sur un fondement économique (le Nord riche « paye trop » pour le Sud pauvre) ; La Flandre est d'autant plus amenée à se séparer de l'État belge que sa particularité identitaire se double d'un dynamisme économique particulier ; dans l'ex-Yougoslavie, la Slovénie a nourri ses velléités indépendantistes autant de son particularisme linguistique que de son sentiment d'être la « vache à lait » de la Yougoslavie titiste.

### **4.1.1 Géopolitique des ressources : deux cas emblématiques**

L'accès aux « ressources naturelles » est un facteur majeur de distorsion des relations entre États (et ce depuis l'origine de

l'humanité). Sous ce vocable, on peut regrouper toutes les richesses liées à un territoire, à un climat, à une latitude, à une géologie particulière : terres arables, eau potable, hydrocarbures, minerais, zones de pêche. Ces ressources, par leur poids dans l'économie mondiale, poids que l'inflation de l'économie financiarisée n'invalide pas, ont des résonances géopolitiques extrêmement fortes. Lorsqu'un journaliste peu inspiré utilise le cliché de la politique mondiale américaine « *qui sent le pétrole* », il exprime, même en manquant de nuances, une réalité difficilement contestable (et tout à fait logique du point de vue des intérêts américains).

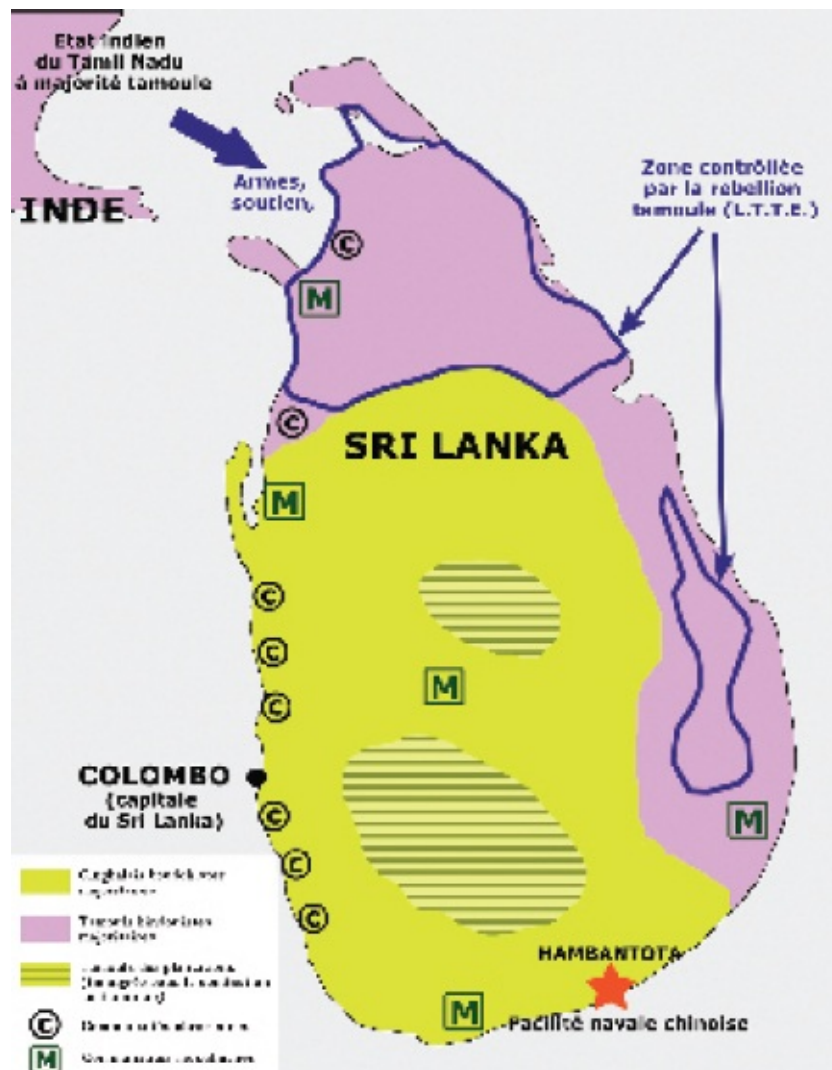
Nous présentons ici deux cas de ressources naturelles entrant de manière importante dans les équilibres géopolitiques contemporains : le pétrole et l'eau.

## **Le pétrole**

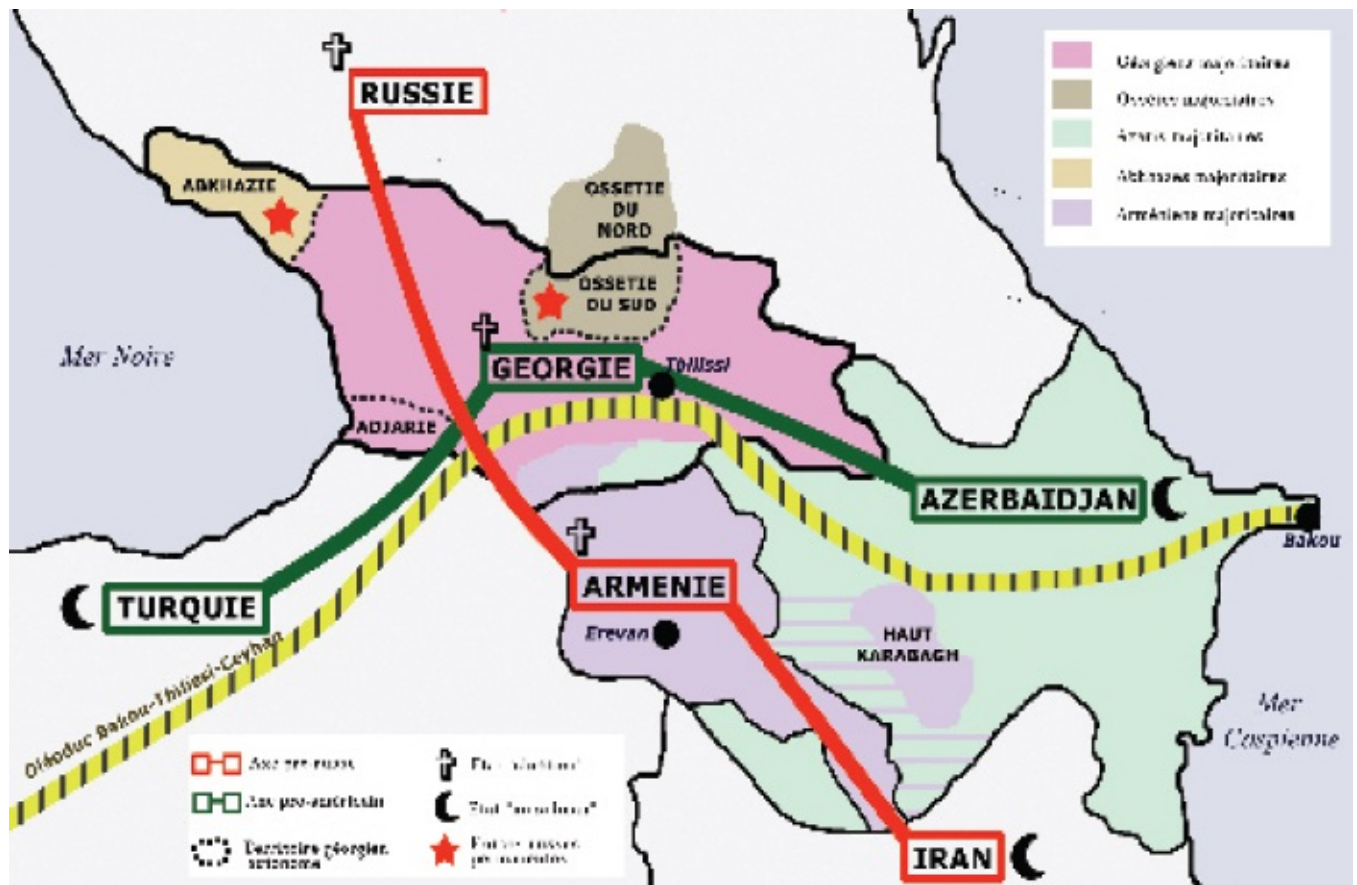
En trente ans, la consommation énergétique mondiale a doublé. Les besoins des nouvelles économies asiatiques émergentes contribuent fortement à cette augmentation. Gaz, charbon et pétrole représentent toujours 80 % de la production mondiale d'énergie, laissant loin derrière eux le nucléaire et les énergies renouvelables. Avec 35 % de la production d'énergie globale, le pétrole représente le plus grand enjeu économique. Concentrés au Moyen-Orient, les principaux pays producteurs sont à l'origine de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui ne produit plus que 44 % du pétrole mondial, mais qui dispose de quasiment 80 % des réserves. La dépendance des économies développées envers cette ressource pèse sur le destin de ces pays producteurs, au centre de toutes les convoitises des puissances mondiales. Les dispositifs géopolitiques américains, européens, chinois se heurtent dans

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.





## Le Sril-Lanka



## L'Ossétie

1. Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie*, 6<sup>ème</sup> édition, Economica, 2008.
2. *Atlas de la mondialisation 2008*, Presses de Sciences-Po.
3. Respectivement chefs des gouvernements russe, indien et chinois.
4. Philippe Moreau-Defarges, *Introduction à la géopolitique*, éditions du Seuil.
5. Cité dans Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie*, Economica, 2008
6. *Traité de Stratégie*, Economica, 2006, 5<sup>ème</sup> édition, page 699.
7. Le *Grand Jeu* est le combat des puissances européennes au XIX<sup>ème</sup> siècle, et d'abord du Royaume-Uni et de la Russie, pour s'assurer la mainmise sur la Perse et l'Asie centrale.
8. En particulier *Le désir de territoire. Morphogenèses territoriales et identités*, Paris, Ellipses, 1999
9. *Nations et régionalismes*, in *Dictionnaire des questions internationales*, éditions de l'Atelier, 1995
10. *Le Monde, manuel de géopolitique et de géo-économie*, coordonné par Pascal Gauchon, PUF, juillet 2008.
11. Gérard Chaliand et J-P Rageau, *Atlas des Empires*, Documents Payot, 1993.
12. Les Huis sont des Chinois musulmans issus de marchands arabes et persans établis en Chine avant l'an mil. Ils sont aujourd'hui environ 10 millions.
13. Matthieu Anquez, *Géopolitique de l'Iran*, édition Tempora, 2008
14. *Atlas des Empires, de Babylone à la Russie soviétique*, par Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, documents Payot,

1993

15. Olivier Zajec, *Rêves thalassocratiques à Pékin?*, le Monde diplomatique, septembre 2008.

16. Introduction à l'analyse géopolitique, déjà cité.

17. Aymeric Chauprade, *Introduction à l'analyse géopolitique*, déjà cité.

18. *Armée Républicaine Irlandaise*, combattant du côté catholique pour la réunification de l'île

19. *Le Monde, manuel de géopolitique et géoéconomie*, PUF, collection Major, 2008.

20. *À more perfect union*, discours de Philadelphie du 18 mars 2008, publié intégralement en France par les éditions Grasset sous le titre « *De la race en Amérique* ».

21. Philippe Moreau-Desfarges, *Introduction à la Géopolitique*, déjà cité.

22. Vladimir Poutine, discours à la 43<sup>e</sup> *Wehrkunde* (conférence sur les politiques de sécurité de Munich), février 2007.

23. Tous les géopoliticiens ne se retrouvent pas néanmoins sur cette relation entre géo-économie et géopolitique, qui peut donner lieu à des interprétations divergentes.

24. *L'Eau, une responsabilité partagée*, deuxième rapport mondial des Nations-unies sur la mise en valeur des ressources en eau, 2006.

25. À consulter : *Quand les États-Unis détournent les ressources du Canada*, carte de Philippe Rekacewicz publiée en mars 2005 (Le Monde diplomatique).

26. Raymond Aron, *Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ?* 1967